

Services Techniques//



## ARRÊTÉ DU MAIRE

\*\*\*\*\*

### **ARR25\_0212 - Arrêté portant prolongation de l'arrêté ARR25\_0195 pour la pose d'un échafaudage Grande Rue**

Le Maire de la Commune de Montigny-lès-Cormeilles,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2122-21, L. 2122-24 et L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment ses articles L. 110-3, L. 325-1 et suivants, L. 411-1 et suivants, R. 325-1 et suivants, R. 411-1 et suivants, R. 412-26 et suivants et R. 417-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière, notamment ses articles L. 113-2 et L. 116-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 511-1,

Vu le Code de l'environnement, notamment son article L. 541-2,

Vu le Code pénal, notamment ses articles R. 610-5 et R. 131-41,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, du 22 octobre 1963,

Vu le Manuel du chef de chantier, volume 3,

Vu le Règlement de voirie de la ville de Montigny-lès-Cormeilles, modifié par délibération du Conseil municipal du 6 décembre 2011,

Vu la délibération n° 24\_040 du Conseil municipal de la ville de Montigny-lès-Cormeilles fixant les tarifs et quotients applicables à partie du 1<sup>er</sup> septembre 2024,

Vu l'arrêté n° ARR25\_0195 du 3 juillet 2025 portant réglementation temporaire pour la pose d'un échafaudage Grande Rue,

Vu l'arrêté n° ARR24\_0322 du 6 décembre 2024, portant délégations de fonctions et de signature à Monsieur Hafid IABASSEN, 10<sup>ème</sup> adjoint au Maire,

Considérant que l'entreprise FT INVEST réalise des travaux de ravalement de la façade d'une propriété au 13, Grande Rue à Montigny-lès-Cormeilles, nécessitant l'installation d'un échafaudage,

Considérant qu'elle a obtenu cette autorisation jusqu'au 20 juillet 2025, par arrêté n° ARR25\_0195 du 3 juillet 2025,

Considérant que les travaux doivent être prolongés jusqu'au 27 juillet 2025,

Considérant qu'il convient de faire droit à cette demande,

Considérant qu'il importe dès lors d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, ainsi que celle des intervenants,

Considérant qu'il est donc nécessaire de réglementer la circulation,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'arrêté n° ARR25\_0195 du 3 juillet 2025 autorisant la pose d'un échafaudage au 13, Grande Rue, est prolongé jusqu'au 27 juillet 2025.

**Article 2** : Afin de permettre la circulation des piétons, un passage de 60 cm de large sur 2,50 mètres de haut sera mis en place, un platelage sera réalisé afin d'éviter toute projection sur les piétons et les véhicules aux abords du chantier.

**Article 3** : Le libre cheminement des piétons et des personnes à mobilité réduite sera assuré en toute sécurité, sous la responsabilité de l'entreprise FT INVEST.

**Article 4** : L'entreprise FT INVEST sera responsable, tant vis à vis de la commune que vis à vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de cet aménagement.

**Article 5** : Le pétitionnaire devra s'acquitter d'une redevance complémentaire d'un montant fixé à **37,50 euros** (échafaudage : **3 euros x 12,5 ml x 1 semaine = 37,50 euros**).

**Article 6** : Le présent arrêté sera affiché sur le site par l'entreprise, au moins 48h00 avant le début des travaux. En aucun cas, l'arrêté sera scotché ou punaisé sur les arbres et/ou le mobilier urbain existant à proximité des travaux.

**Article 7** : Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 8** : Madame la Directrice Générale des services, Monsieur le Commissaire de Police, Madame la Cheffe de la police municipale et tous les agents de la force publique (police nationale et police municipale), sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montigny-lès-Cormeilles,  
le 22 juillet 2025

N°ARR25\_0212

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage ou notification), auprès du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise (2-4, boulevard de l'Hautil – 95 000 CERGY) ou par voie dématérialisée, sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Pour le Maire,  
Miloud GOUAL

  
Monsieur Hafid IABASSEN  
Maire Adjoint aux Travaux, à la  
Propreté des Espaces Publics et à  
l'entretien des Espaces Verts

Mis en ligne sur le site de la ville le : 24 juillet 2015

